

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 52

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### UN SCORE CHIRAQUIEN.

*Avec 82,6% des suffrages, Loukachenko est réélu à la présidence de la Biélorussie. Pour un troisième mandat, placé, comme les deux premiers, sous le signe de l'autoritarisme et d'une répression sévère contre les milieux opposants. Quelques milliers de manifestants ont dénoncé à Minsk un scrutin entaché de nombreuses irrégularités. La presse bien-pensante de chez nous salue leur action – à juste titre – et formule le souhait d'un prompt renversement de l'autocrate biélorusse. Mais au vu du 1,5 million de manifestants contre Villepin et son CPE, pourquoi ne trace-t-elle pas pour la France d'aussi audacieuses perspectives ?*

### CA GAZE POUR GDF.

*Pour Suez aussi, car Bercy vient d'autoriser une hausse de 5,8% du prix du gaz, qui vient s'ajouter aux 30% accumulés depuis un an. Tout cela afin de faciliter l'acquisition de l'entreprise (encore à peu près publique) par le groupe franco-belge. Quant on vous dit que les privatisations se font au détriment des usagers... A vrai dire, au détriment des salariés aussi, qui ont fait grève le 23 mars pour protester contre l'absorption de leur entreprise par Suez.*

### CAC 40.

*2005 aura été une nouvelle année record pour les 40 premières entreprises cotées en Bourse à Paris. Elles ont réalisé 84 milliards d'euros de profits, soit 30% de plus qu'en 2004, pour un chiffre d'affaires également en progression de 6%. En moyenne, les dividendes des actionnaires ont augmenté de 30%. C'était notre rubrique : la mondialisation heureuse, ça existe, nous en avons les preuves chiffrées!*

### SMIC BOLIVIEN.

*Autre record de hausse, celui du salaire minimum bolivien, que le gouvernement propose de relever de 50%, ce qui le porte à 67 euros par mois contre 45 aujourd'hui. Le chef de l'Etat, Evo Morales (Mouvement vers le Socialisme), souhaite pour sa part que cette augmentation atteigne 100%. A noter toutefois que six travailleurs sur dix exercent en Bolivie une « activité informelle », la plupart gagnant moins que l'actuel salaire minimum.*

## EDITO: L'ÉPREUVE

Certes, M<sup>o</sup>ssieur Dominique Galouzeau de Villepin pousse l'entêtement jusques à la rudesse, comme l'a (presque) écrit un tragédien du Grand Siècle. Mais au-delà des traits de caractère du Premier ministre, au-delà de la rivalité qui l'oppose à Nicolas Sarkozy, la crise du CPE, pour être bien comprise, doit être resituée dans la période ouverte par les victoires électorales de la droite en 2002.

### Deux lignes de force charpentent le quinquennat en cours.

Même si le néo-libéralisme a commencé à faire des ravages dans notre pays bien avant le troisième millénaire, la République et ses acquis sociaux sont victimes, depuis la réélection de Chirac, d'attaques sans précédent de la part du pouvoir et du patronat. Réforme des retraites, remise en cause des 35 heures, décharge des responsabilités de l'Etat sur les collectivités territoriales sans transfert de financement : telles furent quelques unes des riches heures du gouvernement Raffarin... Accélération du train de privatisations, atteintes au droit du travail via le Contrat Nouvelle Embauche hier, le Contrat Première Embauche aujourd'hui, en attendant le contrat unique réclamé à cor et à cri par le Medef : vous aurez reconnu les principaux exploits de son successeur. De Raffarin à Villepin, il y a continuité sans ouverture, le service d'une même cause – la maximisation des profits du capital financier – et la même stratégie du passage en force pour imposer la contre-réforme libérale.

Car l'autre trait qui caractérise la période actuelle est le déni de démocratie. Au cours de son histoire moderne, la France a progressé, ou n'a pas reculé, parce que ses gouvernants ont su prendre en considération les expressions majoritaires du peuple, même lorsqu'elles ne s'exprimaient pas par les urnes. Des grandes grèves de 1936 au mouvement de 1995 contre le plan Juppé, en passant par 1968 et les innombrables mobilisations lycéennes et étudiantes du dernier demi-siècle : autant de dates qui résonnent dans la mémoire collective, et qui ont contribué à façonner notre pays et son âme.

Or avec Raffarin-Villepin, la roue a tourné, vers l'autoritarisme et une lecture strictement bonapartiste de la constitution. Le mouvement social, même s'il traduit, sondages à l'appui, une opinion largement majoritaire ? Matignon n'en a cure. Pire : les défaites électorales de 2004 comme la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005 sont superbement ignorées par le pouvoir en place, qui persiste et signe contre la volonté du suffrage universel.

Imposer par la force, au mépris des règles élémentaires de la démocratie, le démantèlement des acquis sociaux et de notre tissu républicain restera la règle de fer de ce quinquennat. Et dire que certains chroniqueurs de droite poussent l'ingratitude jusqu'à prétendre qu'il ne restera rien du bilan de Jacques Chirac, alors que c'est sous son règne que de tels prodiges ont eu lieu !

Mais à trop tendre la corde, celle-ci risque de rompre. Car voici que se dresse une jeunesse qui ne s'en laisse pas conter. Qui sait qu'on veut lui faire prendre les vessies de la précarité pour les lanternes de l'emploi. Qui n'ignore pas que la précarité ne crée nulle part du travail, mais partout de la misère. Qui prend conscience que la mondialisation financière aligne vers le bas les conditions de vie des salariés, tout en les culpabilisant et en les enjoignant de se taire.

Suite page 2

« La France a peur du changement » : cette tarte à la crème des penseurs officiels est reprise en boucle depuis des années. Mais détrompez-vous, Messieurs. Sortez de vos beaux quartiers, ouvrez les fenêtres de vos bureaux et écoutez la clameur qui enfle. C'est le changement qui arrive au grand galop, en rangs serrés de manifestants de toutes

les professions et de toutes les générations. Nous sommes des millions, bien décidés à transformer le monde et à réinventer la République. Le fier étendard que la France agite depuis les Lumières n'a pas fini de claquer au vent du printemps.

**HUMEURS: DECLARONS LE DROIT HUMAIN A L'EAU. Le 10 décembre 2003, plusieurs personnalités signaient à Rome une déclaration appelant à refuser la marchandisation des services de l'eau et à avancer vers un service public mondial de l'élément vital. Nous en publions quelques extraits, suite à la récente conférence sur l'eau de Mexico, qui a confirmé l'incompatibilité d'intérêts entre les multinationales et les peuples.**

1. Il y a dans le monde, encore aujourd'hui, plus de 1 milliard et quatre cent millions de personnes qui n'ont pas d'accès à l'eau potable et 2,4 milliards qui n'ont pas d'accès aux services sanitaires, avec, pour conséquence, que 30 mille êtres humains meurent chaque jour de maladies dues à l'absence d'eau saine ou de moyens d'hygiène adéquats. Pourtant, les Nations Unies avaient promu en 1980 « La Décennie de l'Eau et de l'Assainissement » (1981-91) avec l'objectif de garantir l'accès à l'eau pour tous en l'an 2000 !
2. La communauté internationale (institutionnelle) continue de refuser la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain, c'est-à-dire universel, indivisible et imprescriptible. Depuis, notamment, la Conférence Internationale de l'Eau à Dublin en 1992, elle préfère traiter l'accès à l'eau comme un besoin essentiel et l'eau comme une matière première, un bien économique, favorisant ainsi les politiques orientées vers le marché, la privatisation de la gestion des services hydriques, la marchandisation de l'eau (...)
3. Le droit à l'eau a été mentionné dans des actes et décisions de nature internationale. La Convention sur les Droits de l'Enfance, par exemple, fait référence à l'eau. De même, la première conférence des Nations Unies sur l'Eau à Mar del Plata en 1977 a établi que toute personne a droit à l'accès à l'eau potable pour satisfaire ses exigences fondamentales. Toutefois, la réalité est que les leaders politiques, économiques et techno-scientifiques des pays les plus riches et puissants du monde – ainsi que, souvent, les classes dirigeantes des pays dits en voie de développement – ont mis en pratique des politiques institutionnelles, financières, agricoles, industrielles et commerciales ayant des effets dévastateurs majeurs contraires aux rares déclarations de principe favorables au droit humain à l'eau.
4. Les perspectives ne semblent guère plus encourageantes. La marchandisation de l'eau semble destinée à se renforcer. Depuis une dizaine d'années, les analyses et les « prévisions » de l'ONU, de la FAO, de l'OMS, de l'UNESCO, du PNUD et de la Banque Mondiale ne font qu'annoncer l'aggravation de la « crise hydrique » dans le monde. On dit qu'en 2032, à 40 ans du premier sommet de la Terre à Rio de Janeiro, 60% de la population mondiale « vivra » dans des régions du monde caractérisées par une forte pénurie d'eau.
  - des graves problèmes d'approvisionnement en eau pour l'agriculture en Chine, en Inde et aux Etats-Unis. Dans ces pays, les nappes phréatiques ont baissé considérablement à cause des prélèvements excessifs effectués au cours des cinquante dernières années par l'agriculture et l'industrie (production énergétique incluse).
  - la multiplication et l'intensification des conflits entre Etats autour d'utilisations d'eau alternatives concurrentes. On ne parle désormais que de l'eau en tant qu'or bleu et on préconise que le XXIe siècle sera le siècle des « guerres de l'eau » (...)
6. **Devant un tel état de choses, nous désirons réagir et invitons tous les citoyens à se mobiliser autour des principes, objectifs et initiatives ci-dessous :**

**Nous affirmons que :**

- la reconnaissance formelle du Droit à l'eau est un pas important fondamental sur la voie de la concrétisation du droit à la vie pour tous
- la réalisation du droit à l'eau pour tous est une pré-condition nécessaire pour parvenir à l'éradication totale de la pauvreté dans le monde
- garantir le droit à l'eau pour tous (et non seulement pour la moitié des personnes qui actuellement n'y ont pas accès) d'ici 2015 est économiquement possible. Déjà en 1997, les Nations Unies (en particulier le PNUD) ont démontré que l'objectif de l'accès à l'eau pour tous sur une période de 15 ans est économiquement réalisable.

**L'obstacle principal ne réside pas dans l'absence ou dans l'inadéquation des ressources financières, des compétences, des technologies. Celles-ci existent. Ce qui manque c'est la volonté politique et les choix politiques et économiques correspondants.**

**Parmi les signataires :** Danielle Mitterrand, Riccardo Petrella, Mario Soares, Francis Wurtz etc...